

# Prisons : « Il faut réduire le nombre de détenus »

**Cécile Marcel**, directrice de l'Observatoire international des prisons, section française



PHOTO : OIP, SF

« Il faut dire que, depuis une semaine, les appels dans ce sens se succédaient : du Contrôleur général des lieux de privation de liberté, du Défenseur des droits, de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, d'organismes internationaux, de l'Observatoire international

des prisons (OIP), mais aussi de nombreux professionnels.

Pas demain, pas la semaine prochaine, aujourd'hui

Dans une tribune parue jeudi dernier, plus de mille soignants, avocats, magistrats, universitaires, représentants associatifs rappelaient qu'il était urgent de réduire significativement le nombre de personnes détenues et de procéder à l'évacuation sanitaire des plus vulnérables, « **pas demain, pas la semaine prochaine, aujourd'hui** », soit avant que le virus ne se propage en détention.

Car s'il est un domaine, un de plus, où la crise du coronavirus vient pointer les dysfonctionnements systémiques, c'est bien celui des prisons. Dans des établissements surpeuplés, souvent vétustes et insalubres, la prévention comme la prise en charge d'une épidémie sont impossibles. Et les mesures de confinement qui s'appliquent désormais sur l'ensemble du territoire viennent jeter une lumière crue sur la réalité carcérale : privés de la visite de leurs proches et des rares activités et interactions qui donnaient encore un peu de sens à leur quotidien, il ne reste plus aujourd'hui aux détenus que la bassesse de leurs conditions matérielles et la certitude de leur angoisse. En témoigne

cette tribune qui circule depuis quelques jours en détention. « **Nous, détenus, accusons le système judiciaire et carcéral de nous mettre en danger de mort** », écrivent des prisonniers.

Le chemin est encore long

Mais, telle la boîte de Pandore, le texte qu'ils signent va bien au-delà de la gestion de la crise sanitaire et vient égrener l'ensemble des maux qui font leur quotidien et qui leur sont aujourd'hui devenus insupportables : l'entassement en cellule « **au point de dormir par terre** », les violences phy-

siques et morales, le mépris, les moqueries de certains surveillants, l'éloignement familial, l'enfermement 22 heures sur 24, le manque de dialogue avec les directions, le manque de personnel pour travailler à l'aménagement de leur peine, etc. « **Nous, détenus, sommes tout simplement au bord de la rupture, qui s'est accentuée avec ce contexte anxigène de la propagation du virus Covid-19** », concluent-ils.

L'heure est-elle enfin à la prise de conscience politique ? Le Covid-19 sera-t-il le déclencheur de changements profonds des politiques pénales et pénitentiaires françaises encore récemment réclamés par la Cour européenne des droits de l'homme, qui a condamné la France pour ses conditions indignes de détention ? Les récentes annonces du gouvernement sont certes un premier pas. Mais elles ne suffisent pas. Surtout, elles semblent relever d'une timide concession davantage que d'une remise en question de la place et du rôle attribués à la prison dans notre arsenal répressif.

Pour preuve, cette proposition schizophrénique de la ministre de la Justice qui, à l'heure où tous pointent l'urgence de désengorger les prisons, faisait adopter par le Parlement une disposition visant à faire punir de six mois d'emprisonnement le non-respect du confinement. Le chemin est encore long. >>>

# « Rien ne sera plus comme avant ? »

**Michel Urvoy**, journaliste politique, ex-éditorialiste à Ouest-France



PHOTO : PHILIPPE CHEREL, OUEST-FRANCE

« Si la fièvre consumériste, l'obsession d'une croissance carbonée et l'avidité individualiste ne nous font pas perdre la mémoire en deux mois, l'après coronavirus devrait être très différent de l'avant. Rien ne devrait plus être comme avant. Pour le consommateur, le contribuable, le parent et le citoyen que nous sommes tout à

la fois, tout en contradictions.

Pour le consommateur : le confinement nous fait mesurer la valeur de la proximité, du circuit court. Il nous fait redécouvrir le produit frais, la saisonnalité et le rôle social du petit commerce. Il nous fait apprécier l'importance de la relation, du voisinage, des amis, des collègues.

On mondialise aussi le pire

Il nous invite à réfléchir sur ce qui fait le bonheur. À considérer que la qualité de la vie ne se réduit pas à l'évasion touristique de notre quotidien. À l'achat *via* Amazon de gad-

gets qui épuisent la planète et entretiennent le crétinisme numérique.

L'épidémie nous enseigne qu'à mondialiser le meilleur, on mondialise aussi le pire. Tout ce qui peut être produit près de nous doit l'être en priorité. Tout ce qui peut être vu, senti, entendu, découvert à pied, à vélo ou en transport en commun doit être privilégié. Il n'est pas de belles choses qu'ailleurs. Il n'est pas d'ennui pour qui sait regarder autour de lui.

Pour le contribuable : on voit bien que la baisse de l'impôt, du ticket ou de la cotisation, réclamée et promise, ne saurait être l'alpha et l'oméga de la politique. Si l'on manque de lits, de tests et de masques, c'est à cause de dix ans d'économies de la dépense publique. Ce qui signifie qu'il faut aus-

si apprendre à être gouverné et à ne pas réclamer, pour soi-même et tout de suite, le contraire de notre intérêt collectif et dans le temps.

Pour la famille : plutôt que de le voir comme une épreuve, faisons de ce vivre ensemble forcé une occasion de se parler dans le couple, avec les enfants et les aînés, d'utiliser les écrans pour se cultiver, de partager les tâches et les savoirs, de reprendre en main l'éducation trop facilement sous-traitée à l'école.

Mourir d'oublier

D'une contrainte, tirons la conscience de notre liberté : quand la premiè-

re impatience est de sortir, songeons que l'on peut respirer, manger, cuisiner, lire, parler, apprendre, enseigner, réfléchir, croire, écrire, publier, applaudir, s'indigner, téléphoner, rire, aimer... Il est des régimes politiques plus « confinés » que cette parenthèse sanitaire !

Les politiques justement. L'épidémie les obligera à revoir les priorités : la santé, les sécurités, l'environnement n'ont pas de prix quand vient la crise. La présence des services au public sur tout le territoire est une obligation si l'on veut combattre la solitude et l'injustice sociale. L'urgence d'une coordination entre Européens, qui ne soit pas que monétaire, devient encore plus criante.

Rien ne devrait plus être comme

avant. Pas simple d'écrire le prochain tome du livre de la civilisation. Pas simple de renverser des décennies de comportements individuels, d'intérêts particuliers et d'orientations collectives qui s'excitent mutuellement et vont à l'opposé du développement sobre auquel les catastrophes et les lois de la nature nous invitent chaque matin. Quand on voit certains écorchés, qualifiables de fauteurs d'attentats sanitaires, considérer qu'un virus n'est pas dangereux dès lors que c'est un Président détesté par eux qui demande de s'en protéger, on peut être pessimiste.

Rien ne devrait plus être comme avant. On dit cela à chaque fois. Continuer, et nous mourrons d'oublier. >>>

# « Une urgence vitale pour les sans-abri »

**Graciela Robert**, association « Accès auX droitS des personnes sans abri » (1)



PHOTO : DR

« Lundi 23 mars, le président de la République a participé à l'ouverture d'un nouveau lieu d'hébergement, geste que nous saluons.

Les mesures annoncées pour la mise à l'abri des sans-abri (réquisition de chambres d'hôtel, ouverture des lieux supplémentaires d'hébergement, etc.) se font avec parcimonie, malgré la gravité de cette épidémie et le danger de mort encouru par cette population, sans assistance.

Les autorités ont durci les mesures

de confinement pour toute la population.

Questions : comment la majorité des 250 000 sans-abri (chiffre de la fondation Abbé-Pierre) vit-elle toutes ces annonces ? Où sont les points d'information ? Où peuvent-ils s'adresser pour accéder à un lieu d'hébergement (chambre d'hôtel ou autre) ? Quel est le planning ? Combien des lieux supplémentaires ouverts à ce jour ?

« Un appel à la solidarité »

Nous lançons un appel solennel au gouvernement pour que soit protégée cette population par tous les moyens que l'État a à sa disposition.

Nous demandons en tant que citoyens et contribuables :

- une distribution massive de tentes individuelles de l'armée pour un suivi sanitaire visible et protecteur des personnes sans toit, en attendant l'accès au nouveau dispositif annoncé ;

- une distribution massive de kits d'hygiène et des rations alimentaires de survie en conserve préemballées ;

- le renforcement des moyens pour les maraudeurs des associations exposés dans la rue pour porter assistance aux « sans-abri ».

Nous lançons un appel à la solidarité citoyenne pour apporter de l'aide en nourriture (sous blister fermé), des tentes individuelles, des produits d'hygiène, des vêtements, du gel, des masques de fabrication artisanale... à toute personne sans abri que l'on croise lors des déplacements autorisés tout en respectant strictement les mesures barrières.

Pénurie de logement ? Si la loi était appliquée et respectée, il n'y aurait plus de sans-abri dans notre pays. L'arrêt du Conseil d'État de février 2012 impose à l'État de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur accueil.

La santé, un bien fondamental

Notre santé à toutes et à tous, la santé des populations sans abri est un bien fondamental. Il n'y a pas de santé préférable pour certains, et pour d'autres, non.

Nous saluons le courage de l'ensemble du personnel de santé, de toutes et tous ceux qui prennent des risques pour assurer quotidiennement notre alimentation, collecte des déchets, transport, sécurité... Relayez

l'information. Merci. >>>

(1) Point de vue rédigé avec Denis Drouhet, vice-président.

Texte soutenu par Patrick Aeberhard, ancien président de Médecins du monde ; Sibel Bilal-De La Selle, experte en politique santé publique ; Jean Louis Boujenah, médecin généraliste ; Laurence Bourgeois, médecin généraliste ; Christian Cartier, chirurgien-dentiste ; Myriam Costa, médecin pédiatre ; Philippe de Botton, président de Médecins du monde ; Serge Martin-Desgranges, directeur territorial Rouen ; Anne Feingold, pédopsychiatre ; Julien Froment, ébéniste ; Claudia Girola, MCF d'anthropologie et sociologie, Département de sciences sociales, IHSS, LCSP, Université

Paris Diderot ; Sylvère Giulli, psychiatre ; Alexandre Kamarotos, directeur d'association ; Maria Melchior, épémiologiste, spécialiste des déterminants sociaux et familiaux de la santé mentale ; Ariane Mnouckine, metteuse en scène et directrice du théâtre du Soleil ; Pierre Mansat, ancien élu parisien ; Jacky Mamou, ancien président de Médecins du monde ; Marie Morcelet, médecin ; Bernard Moriau, médecin généraliste libéral, bénévole à la Mission Bidonville de Médecins du monde ; Eliane Naullet, bénévole Mission « Personne isolée dans la rue » à MDM ; Joséphine Ritrosi, retraitée, bénévole de Médecins du monde ; Alexandre Serge, éducateur spécialisé ; Christophe Sonzogni, ancien membre de la mission SDF Médecins du monde ; Antoine Vaccaro, président de Force for Good ; Lorenzo Valentin, avocat à la cour.

# « Vers une accentuation des inégalités éducatives »

**Étienne Dagorn** (1)



PHOTO : DR

« La fermeture des écoles et le confinement ont changé la donne pour cette fin d'année scolaire. Les parents doivent dorénavant s'assurer que leurs enfants suivent les instructions des enseignants à travers les dispositifs numériques mis à disposition.

Les politiques éducatives ont récemment promu cette numérisation de l'enseignement. Alors que ces

outils offrent théoriquement un accès flexible et illimité à de multiples contenus, les faits nous invitent à nuancer ces propos. La période inédite que nous traversons permet de tester l'efficacité de ces politiques.

Apprendre au sein de la famille ne s'improvise pas

D'un côté, les parents ne disposent pas forcément des compétences ni du temps pour accompagner leurs enfants. L'arbitrage entre travail et aide aux devoirs est réel. Des enfants peuvent ainsi se retrouver seuls pour étudier, alors qu'en classe, ils sont habitués à être dirigés par les enseignants. Ce premier changement peut

amener de grandes disparités entre élèves. Nous, parents, ne sommes par ailleurs pas égaux dans notre aisance à manier les outils numériques. Le développement massif de ces nouveaux outils laisse présager que certains d'entre nous vont se trouver démunis face à leurs usages.

Apprendre au sein de la famille ne s'improvise pas du jour au lendemain. Il s'agit donc de se dégager du temps tant pour apprendre à les utiliser que pour aider nos enfants à étudier.

D'un autre côté, les enseignants ont du mal à répondre à l'urgence de la situation en proposant la numérisation de leurs enseignements grâce aux ressources mises à leur disposition. Il est souvent mis en avant qu'ils ne sont

pas assez formés au « numérique » alors que certains d'entre eux ont déjà développé leurs propres pratiques.

Un premier test grandeur nature

De plus, le corps enseignant fait face à une pléthore de nouveaux outils, liste s'allongeant au gré des rentrées scolaires. Leurs provisions ne permettent pas de pallier les différences entre enseignants dans l'utilisation du numérique. De grandes disparités risquent alors d'émerger dans les ressources proposées.

Ces deux perspectives laissent songeur quant à l'impact du confinement

sur la réussite scolaire des élèves. Ceux de milieux favorisés vont probablement bénéficier d'une plus grande aide, tant en matière de volume que de qualité. Celle-ci peut se traduire par des parents plus à l'aise avec le contenu de l'enseignement ou par une plus grande facilité avec les ressources proposées.

Au sein même des ressources mises à disposition, nous pouvons nous attendre à constater de fortes hétérogénéités. Les enseignants ayant pour habitude d'intégrer le numérique dans leurs enseignements sont probablement en mesure de les proposer dans leur intégralité.

Mais qu'en est-il de ceux étant moins à l'aise avec ce type d'outils ? Et comment ces inégalités de contenu vont-elles se répercuter dans la

future scolarité des élèves ?

Ce premier test grandeur nature peut nous faire comprendre que le tout numérique dans l'éducation n'est pas la panacée contre les inégalités éducatives. La provision de ces formidables outils doit nécessairement être accompagnée d'un suivi et d'une formation, tant au niveau de l'établissement que des familles, pour profiter pleinement de leurs possibilités. >>>

(1) Doctorant à la Faculté des sciences économiques de l'Université de Rennes 1 et membre du Centre de recherche en économie et management.